



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2015



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -59,84 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2015 s'élève à -59,84 Md€ contre -64,61 Md€ à fin avril 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique, pour le budget général, par la baisse des

dépenses (-3,74 Md€) et la hausse des recettes (+0,62 Md€) ainsi que par une légère amélioration du solde des comptes spéciaux (+0,42 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 110,75 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 16,11 Md€ principalement consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,06 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,27 Md€) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,80 Md€ dont 3,02 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 0,93 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

Les dépenses nettes à fin avril 2015 s'élèvent à 110,75 Md€ contre 114,49 Md€ à fin avril 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses de fonctionnement (-2,69 Md€ principalement dus au versement en avril 2014 de la dernière tranche de la dotation au Mécanisme européen de stabilité), des dépenses

✓ Mission **Défense** : 3,86 Md€ dont 1,73 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » et 1,27 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,09 Md€ dont 1,97 Md€ pour le programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,54 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,83 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,66 Md€.

d'investissement (-1,15 Md€ essentiellement dû aux dépenses 2014 du programme « Excellence technologique des industries de défenses » créé dans le cadre des investissements d'avenir) et des charges de la dette (-1 Md€). Ce repli est quelque peu compensé par la hausse des dépenses d'opérations financières (+0,56 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 69,10 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,58 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 4,52 Md€ ;

Enregistrement, timbre et autres contributions et taxes indirectes : 1,61 Md€ dont 0,82 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,39 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,58 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,75 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 90,03 Md€

Elles s'élevaient à 91,26 Md€ à périmètre constant à fin avril 2014, soit une baisse de 1,23 Md€. Cette variation s'explique notamment par la baisse des recettes nettes d'IS (-2,05 Md€), des recettes nettes de TVA (-0,79 Md€) et des recettes de TICPE (-0,47 Md€ notamment en raison de transferts en 2015 à l'Agence de financement des infrastructures

de transport de France). Ce recul est en partie compensé par les hausses des autres impôts directs et taxes assimilées (+1,36 Md€ dont 0,80 Md€ de retenues à la source sur les revenus de capitaux mobiliers et 0,33 Md€ d'ISF) et des recettes nettes d'IR (+0,60 Md€).

Recettes non fiscales : 2,25 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2015 s'élèvent à 2,25 Md€ contre 1,64 Md€ à fin avril 2014 à périmètre constant. L'écart s'explique notamment

par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,46 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -24,23 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -24,23 Md€ à fin avril 2015 contre -25,12 Md€ à fin avril 2014. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé, des prélèvements

au profit des collectivités territoriales pour 0,67 Md€ (dont 0,51 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et de ceux au profit de l'Union européenne pour 0,22 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -18,19 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 16,30 Md€ correspondant essentiellement au paiement des intérêts des OAT à taux fixe et des recettes pour 16,26 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** »

enregistre des dépenses pour 7,90 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,81 Md€. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche 1,27 Md€ de dépenses correspondant essentiellement à des achats de titres Renault (cf. focus sur l'actualité).

Au 30 avril 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -18,19 Md€ contre -18,60 Md€ en avril 2014

Dette financière de l'Etat au 30 avril : 1 564,77 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 58,83 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 18,23 Md€ et 8,07 Md€ depuis le début de l'année.



👉 Acquisition de titres Renault

L'Etat a annoncé le 8 avril 2015, l'achat d'un maximum de 14 millions de titres Renault (soit 4,73 % du capital) pour un prix compris entre 0,81 Md€ et 1,23 Md€. Cette opération s'inscrit dans une démarche de soutien à l'adoption des droits de vote doubles par Renault suite à la soumission au vote des actionnaires d'une résolution s'opposant à l'introduction de ces droits de vote doubles.

En effet, la loi visant à reconquérir l'économie réelle (loi dite « Florange ») du 29 mars 2014 prévoit que sauf décision contraire des assemblées générales, les actionnaires qui conservent leurs titres pendant au moins deux ans sont récompensés par l'octroi de droits de vote doubles : au bout de deux ans, chaque action qu'ils détiennent leur donne deux voix lors des assemblées générales.

Cette opération a également pour but de conforter le poids de l'Etat actionnaire dans la

gouvernance de la société, avec le souci de protéger ses intérêts à long terme et ceux des actionnaires salariés de Renault.

Afin de mener à bien cette acquisition, l'Etat a conclu un accord avec un prestataire de service d'investissement. Ce dernier a, dans un premier temps, cédé 9,56 millions de titres à l'Etat. Dans un second, le prestataire a acquis pour le compte de l'Etat, 4,44 millions de titres Renault. Enfin, les 14 millions de titres ont été protégés par la souscription d'options de vente à prix fixe par l'Agence des participations de l'Etat (et la souscription d'options d'achat à prix fixe par le prestataire) pour une durée de 6 mois.

Cette transaction est retracée au sein du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat ». Au 30 avril 2015, le montant constaté en dépenses du compte s'élève à 1,27 Md€ dont 1,21 Md€ concerne l'achat de titres Renault.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	Avril	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-33 550	-59 836	-64 610	-64 169	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	41 120	110 749	114 491	113 493	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	13 749	69 099	68 481	67 924	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 518	27 605	27 010	27 010	
- IS *	-1 039	6 978	9 028	9 028	
- TVA	11 583	45 900	46 688	46 134	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 179	-18 185	-18 600	-18 600	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 168	91 279			18
Dettes financières de l'Etat	-11 844	1 564 773			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	2	988	990	990
Dépenses de personnel	10 071	41 282	40 924	40 921
Dépenses de fonctionnement	6 710	19 719	22 409	22 418
Charges de la dette de l'Etat	16 102	17 399	18 395	18 395
Dépenses d'investissement	1 392	4 200	5 345	5 344
Dépenses d'intervention	6 729	26 477	26 306	25 304
Dépenses d'opérations financières	114	684	121	121
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	41 120	110 749	114 491	113 493
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	18 058	90 034	91 259	90 701
Recettes non fiscales	871	2 252	1 644	1 643
Prélèvements sur recettes	-5 328	-24 229	-25 121	-25 119
Fonds de concours	149	1 042	699	699
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	13 749	69 099	68 481	67 924
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	19 077	93 328	93 602	93 043
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-27 371	-41 650	-46 010	-45 569
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 041	1 713	1 622	1 622
Solde des comptes de concours financiers	-5 178	-20 135	-20 259	-20 259
Solde des comptes de commerce	46	249	71	71
Solde des comptes d'opérations monétaires	-67	-388	-141	-141
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 179	-18 185	-18 600	-18 600
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-33 550	-59 836	-64 610	-64 169



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 071	41 282	40 924	40 921
Rémunérations d'activité	5 835	23 312	23 132	23 134
Cotisations et contributions sociales	4 153	17 682	17 507	17 500
Prestations sociales et allocations diverses	84	288	286	286
AUTRES TITRES	31 049	69 467	73 566	72 572
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	2	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 710	19 719	22 409	22 418
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 844	7 372	9 729	9 727
Subventions pour charges de service public	4 866	12 347	12 680	12 691
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	16 102	17 399	18 395	18 395
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 102	17 399	18 395	18 395
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 392	4 200	5 345	5 344
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 212	3 544	4 814	4 807
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	180	656	531	537
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 729	26 477	26 306	25 304
Transferts aux ménages	3 267	11 997	11 624	10 744
Transferts aux entreprises	682	3 417	3 989	3 908
Transferts aux collectivités territoriales	753	2 334	2 208	2 164
Transferts aux autres collectivités	2 023	8 724	8 481	8 486
Appels en garantie	4	4	4	2
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	114	684	121	121
Prêts et avances	3	11	29	29
Dotations en fonds propres	111	127	30	30
Dépenses de participations financières	0	546	63	63
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	41 120	110 749	114 491	113 493



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2015		Cumul à fin avril 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	174	228	1 589	1 271	1 004
Action de la France en Europe et dans le monde	131	133	871	825	598
Diplomatie culturelle et d'influence	16	75	569	309	268
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	141	137	138
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	7	0	7	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	217	214	978	915	820
Administration territoriale	141	143	578	544	535
Vie politique, culturelle et associative	13	12	116	114	71
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	63	59	283	258	213
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	193	208	1 172	1 022	1 177
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	54	88	543	477	619
Forêt	35	26	197	175	180
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	35	197	142	154
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	62	60	235	227	224
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	355	167	852	1 234	1 408
Aide économique et financière au développement	202	24	206	608	632
Solidarité à l'égard des pays en développement	153	144	646	626	775
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	4	52	1 938	1 888	2 013
Liens entre la Nation et son armée	1	3	10	6	7
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2	34	1 840	1 838	1 969
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	15	88	43	37
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	47	46	224	221	219
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	29	117	116	115
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	69	66	65
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	313	202	750	622	761
Patrimoines	120	46	216	163	224
Création	102	81	219	171	223
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	91	74	315	288	314
DEFENSE	3 648	3 862	13 265	14 993	15 845
Environnement et prospective de la politique de défense	189	163	451	499	453
Préparation et emploi des forces	578	703	3 278	2 782	3 024
Soutien de la politique de la défense	1 755	1 726	7 520	7 468	7 138
Equipement des forces	1 126	1 271	2 015	4 244	3 730
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 500
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	114	100	386	325	331
Coordination du travail gouvernemental	61	38	163	128	127
Protection des droits et libertés	4	4	45	35	26
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	50	58	178	161	177
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	429	917	3 925	3 826	3 274
Infrastructures et services de transports	148	476	1 725	1 967	1 367
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	7	21	86	54	57
Météorologie	0	50	149	100	102
Paysages, eau et biodiversité	14	54	145	124	107
Information géographique et cartographique	0	23	70	47	47
Prévention des risques	9	25	85	62	68
Energie, climat et après-mines	6	10	369	246	249
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	246	257	1 295	1 227	1 276
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2015		Cumul à fin avril 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	114	156	593	502	571
Développement des entreprises et du tourisme	60	93	368	284	355
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	39	48	169	165	163
Stratégie économique et fiscale	14	15	56	53	52
Projets industriels (2)	0	0	0	0	0
Innovation (2)	0	0	0	0	0
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	222	2 085	10 665	3 598	3 789
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	180	89	531	294	303
Aide à l'accès au logement	0	1 965	10 090	3 212	3 304
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	42	32	44	91	182
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	16 103	16 106	17 575	17 563	21 849
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	16 102	16 102	17 399	17 399	18 395
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1	4	4	4	2
Epargne	0	0	172	160	190
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 757	6 059	23 686	23 270	22 598
Enseignement scolaire public du premier degré	1 649	1 642	6 571	6 563	6 390
Enseignement scolaire public du second degré	2 625	2 628	10 409	10 405	10 230
Vie de l'élève	482	776	2 526	2 418	2 084
Enseignement privé du premier et du second degrés	561	600	2 737	2 701	2 707
Soutien de la politique de l'éducation nationale	200	166	818	628	638
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	240	248	624	555	548
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 004	914	3 985	3 743	3 746
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	631	643	2 782	2 696	2 732
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	1
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	159	99	433	352	338
Facilitation et sécurisation des échanges	154	136	608	570	558
Entretien des bâtiments de l'Etat	11	10	33	33	31
Fonction publique	48	26	129	93	86
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	81	37	223	147	152
Immigration et asile	79	35	217	143	148
Intégration et accès à la nationalité française	2	1	5	4	3
JUSTICE	610	682	2 446	2 659	2 544
Justice judiciaire	278	302	972	1 091	1 024
Administration pénitentiaire	212	276	882	1 043	991
Protection judiciaire de la jeunesse	86	63	315	243	240
Accès au droit et à la justice	6	7	183	181	206
Conduite et pilotage de la politique de la justice	27	33	93	98	81
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	34	40	341	193	241
Presse	36	33	89	91	85
Livre et industries culturelles	-4	5	211	61	57
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	2	2	41	41	80
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	20



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2015		Cumul à fin avril 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	116	68	1 275	691	736
Emploi outre-mer	54	18	1 129	488	500
Conditions de vie outre-mer	62	50	146	203	237
POLITIQUE DES TERRITOIRES	11	102	350	161	165
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	8	21	19	65	62
Interventions territoriales de l'Etat	3	3	-3	10	6
Politique de la ville (4)	0	79	334	86	97
POUVOIRS PUBLICS	2	2	988	988	990
Présidence de la République	2	2	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 869	4 796	16 260	12 255	12 063
Formations supérieures et recherche universitaire	2 981	3 020	6 127	6 119	6 011
Vie étudiante	384	539	1 698	1 230	1 138
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	318	928	5 626	2 991	2 866
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	-24	164	1 279	716	768
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	74	1 032	853	835
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	20	26	177	202	322
Recherche duale (civile et militaire)	73	0	73	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	94	24	96	25	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	21	151	120	123
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	-65	327	5 050	2 979	3 047
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	57	2 937	1 865	1 941
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	142	782	355	344
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	-66	128	1 332	759	762
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	277	179	614	618	732
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	255	165	587	566	563
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	22	15	26	52	169
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 314	7 314	26 204	26 165	23 631
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 105	7 104	24 881	24 842	22 099
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	210	210	1 323	1 323	1 532
SANTE	4	98	880	340	337
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	98	301	109	126
Protection maladie	0	0	579	232	211
SECURITES	1 560	1 536	6 320	5 863	5 800
Police nationale	839	833	3 208	3 102	3 047
Gendarmerie nationale	683	663	2 956	2 635	2 646
Sécurité et éducation routières	3	1	8	4	34
Sécurité civile	36	39	148	122	74



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2015		Cumul à fin avril 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	2 709	968	13 747	4 821	4 434
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	2 183	753	2 258	795	86
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	9	122	10 592	3 574	3 577
Egalité entre les femmes et les hommes	2	1	2	1	3
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	515	92	894	451	768
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	73	72	292	188	159
Sport	13	5	154	76	82
Jeunesse et vie associative	60	67	138	112	77
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	956	896	7 252	3 853	3 687
Accès et retour à l'emploi	513	703	5 012	2 750	2 438
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	377	123	1 964	855	994
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	7	9	26	10	23
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	61	251	239	233
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	46 244	48 434	163 821	136 914	138 122
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	38 930	41 120	137 618	110 749	114 491

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 681	28 185	27 498	27 498
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	117	455	581	578
Impôt sur les sociétés (C)	684	11 443	11 696	11 696
Impôt sur les sociétés	676	11 223	11 471	11 471
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	221	225	225
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	599	2 521	1 158	1 158
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	47	236	227	227
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	215	963	164	164
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	3	7	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	133	535	207	207
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	10	12	10	10
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	30	30
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	7	5	5
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	8	9	9
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	24	25	25
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	3	3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	4	4	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	22	39	39
Recettes diverses	175	699	439	439
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 385	3 425	3 898	3 898
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 294	64 088	63 908	63 354
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 611	6 080	6 150	6 150
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	31	144	107	107
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	50	51	51
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	2	4	4
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	114	558	414	414



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	819	2 924	2 617	2 617
Contribution de sécurité immobilière	45	186	193	193
Autres conventions et actes civils	39	154	162	162
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	130	122	122
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	10	37	23	23
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	56	71	71
Timbre unique	-2	42	54	54
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	6	129	64	64
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	3	13	12	12
Taxe générale sur les activités polluantes	78	88	137	137
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	9	9	9
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	46	46	46
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	20	21	21
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	17	17	17
Taxe sur certaines dépenses de publicité	23	23	25	25
Taxe de l'aviation civile	6	24	66	66
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	4	24	18	18
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	152	687	630	630
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	58	190	204	204
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	136	135	135
Prélèvement sur les paris sportifs	19	71	53	53
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	3	18	18	18
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	87	262	249	249
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Autres taxes	8	33	40	40
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	25 372	116 198	114 890	114 332
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	18 058	90 034	91 259	90 701



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	5	137	30	30
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	110	1	1
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	5	27	29	29
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	228	540	737	736
Revenus du domaine public non militaire	23	84	98	98
Autres revenus du domaine public	10	66	161	161
Revenus du domaine privé	4	17	13	13
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	12	59	66	66
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	162	294	382	381
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	15	15	12	12
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	6	5	5
Produits de la vente de biens et services (C)	95	288	271	271
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	45	105	96	96
Autres frais d'assiette et de recouvrement	48	176	162	162
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	3	7	7
Autres recettes diverses	0	3	4	4
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	27	100	89	89
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	5	45	34	34
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	2	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	20	24	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	15	23	23
Autres avances remboursables sous conditions	1	1	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	10	5	5



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	240	634	174	174
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	190	312	32	32
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	92	14	14
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	47	221	118	118
Frais de poursuite	1	3	4	4
Frais de justice et d'instance	1	3	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	276	554	343	343
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	214	230	48	48
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	49	42	42
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	2	6	9	9
Recouvrements après admission en non-valeur	10	41	52	52
Divers versements de l'Union européenne	0	14	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	10	9	9
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	6	7	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	80	77	77
Produits divers	2	31	5	5
Autres produits divers	8	76	69	69
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	871	2 252	1 644	1 643



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 583	-14 266	-14 935	-14 932
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 040	-12 161	-12 666	-12 663
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-4	-4
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-235	-911	-930	-930
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-16	-18	-61	-61
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-18	-19	-19
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-1 110	-1 102	-1 102
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-5	-13	-42	-42
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-54	-54
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-5	-5
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-28	-28	-28
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-21	-21
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	0	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 746	-9 963	-10 187	-10 187
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 328	-24 229	-25 121	-25 119
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	121	944	616	616
Fonds de concours - coopération internationale	28	98	83	83
TOTAL FONDS DE CONCOURS	149	1 042	699	699

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 789	5 748	20 989	22 731	22 702	24 353	1 713	1 622
Aides à l'acquisition de véhicules propres	68	28	68	82	107	112	38	30
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	351	122	380	443	446	456	65	13
Développement agricole et rural	3	2	4	5	11	13	7	8
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	70	31	103	80	125	125	22	45
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1	9	2	3	20	9	18	6
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	39	13	99	69	207	130	108	61
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-4	-1	0	0	4	1
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	1 273	108	1 562	3 646	1 174	3 266	-388	-380
Pensions	4 985	5 433	18 575	18 403	20 394	20 222	1 819	1 819
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	200	0	219	19	19	19
Comptes de concours financiers	8 248	3 070	32 934	36 631	12 798	16 373	-20 135	-20 259
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	30	0	30	115	17	17	-13	-98
Avances à l'audiovisuel public	306	249	1 222	1 480	806	695	-417	-784
Avances aux collectivités territoriales	7 895	2 808	31 163	30 643	11 818	11 292	-19 345	-19 350
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	4 276	0	4 196	0	-79
Prêts à des Etats étrangers	17	12	440	65	154	164	-286	99
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	79	54	3	8	-75	-46
Comptes de commerce	16 404	16 450	19 633	21 102	19 881	21 172	249	71
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	47	25	191	214	286	271	95	57
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	12	48	50	47	47	0	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 075	1 265	1 075	1 265	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	33	141	122	135	276	179	154	44
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 304	16 264	18 174	19 420	18 174	19 391	-1	-28
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	1	0	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	6	15	12	16	13	0	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	6	5	7	5	1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	90	24	2 031	750	1 643	609	-388	-141
Emission des monnaies métalliques	29	14	64	71	43	35	-21	-37
Opérations avec le Fonds Monétaire International	61	0	1 966	679	1 591	572	-376	-107
Pertes et bénéfices de change	0	9	0	0	9	3	9	3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	31 532	25 292	75 586	81 214	57 025	62 507	-18 561	-18 707
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	31 471	25 292	73 620	80 535	55 434	61 935	-18 185	-18 600

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	209	811
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	118	336
	Total organismes à caractère financier	833	326	1 159
	CEPL			
	Régions	926	-517	409
	Départements	4 624	-2 006	2 618
	Communes	18 472	-2 169	16 303
	HLM	360	-47	313
	Autres CEPL	19 448	-907	18 541
	Total CEPL	43 831	-5 646	38 185
	Hôpitaux	4 287	75	4 361
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	2 532	12 491
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	114	3 982
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	1 747	4 408
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	676	1 439
	Total établissements publics nationaux	17 251	5 070	22 320
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-1 363	9 425	
Communautés européennes	1 906	-1 517	389	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	19	65	
GIP	577	35	612	
EPLÉ	1 931	830	2 760	
Autres correspondants	12 163	-349	11 815	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	497	15 253	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	-2 560	91 092	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-195	158
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-10	30
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-206	188
Total Passif (A)		94 045	-2 765	91 280
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	-2 765	91 279



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	32 518	1 560 080
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	40 591	1 392 868
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	58 826	1 255 369
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	50 918	1 070 466
- <i>taux variable</i>	157 169	7 769	164 938
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-18 234	137 500
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-15 626	127 811
- <i>taux variable</i>	11 720	-2 486	9 234
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-8 073	167 212
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-8 073	167 212
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	-65	4 692
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	32 453	1 564 773



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} avril jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.